

Burundi : un journaliste de France 24 interdit de travailler

@rib News, 04/06/2015 â€“ Source AFP Un journaliste de la chaîne de télévision France 24 s'est vu retirer son accréditation de travail au Burundi, où il couvrait notamment les manifestations hostiles au président Pierre Nkurunziza, a-t-on appris jeudi de sources concordantes. Théo Brouck n'est plus autorisé à travailler sur le territoire burundais, a-t-il indiqué, précisant en avoir été informé par le Conseil national de la communication (CNC). Interrogé, un responsable du CNC a confirmé l'information.

Selon M. Brouck, un responsable du CNC a justifié cette décision en affirmant avoir reçu des rapports de sécurité accusant le journaliste d'encourager par sa présence les manifestations. Dans une lettre officielle à l'intéressé, le CNC a estimé que M. Brouck "n'a pas suivi ce qui était inscrit sur son accréditation, à savoir la couverture des élections". Accompagné de deux membres de son équipe, le journaliste a quitté Bujumbura jeudi pour Kigali, au Rwanda. Il y a une dizaine de jours, une journaliste de la BBC, pourtant titulaire d'un visa, avait été refoulée à son arrivée à l'aéroport de Bujumbura. De nombreux journalistes étrangers sont venus au Burundi pour y couvrir la crise politique en cours, la préparation du cycle électoral qui devait débiter ce vendredi - par des législatives et des municipales, finalement reportées à une date indéterminée, avant une présidentielle prévue le 26 avril -, et le mouvement de contestation populaire contre un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Ces journalistes ont pu travailler en toute liberté dans les rues de la capitale, mais la pression des autorités est nettement montée d'un cran ces trois dernières semaines, à mesure que les incidents se multiplient et que la police accentue sa répression des manifestations. Plusieurs journalistes ont été l'objet de menaces, parfois même de menaces de morts, par des officiers de la police ou des responsables des services de sécurité, alors qu'ils couvraient les manifestations ou des incidents de sécurité. Il n'existe quasiment plus de presse indépendante aujourd'hui au Burundi, où la scène médiatique était pourtant très active ces dernières années. Plusieurs journalistes burundais se cachent ou sont recherchés par les autorités. Selon une source diplomatique, au moins 34 journalistes burundais ont dû fuir l'étranger. Les radios privées, dont certaines ont été attaquées par des partisans du pouvoir, ont dû cesser leurs émissions.